COMMENTAIRE HEBDOMADAIRE

Mise à jour économique 2026 du Québec : après les promesses, l'heure des choix

La cible d'équilibre budgétaire en 2028-2029 est maintenue. Reste maintenant à montrer comment Québec compte l'atteindre

Par Sonny Scarfone, économiste principal

La prochaine mise à jour économique sera la première occasion pour le nouveau gouvernement de préciser ses intentions en matière de finances publiques. Elle coïncidera avec ses premiers pas à l'Assemblée nationale, dont les travaux reprendront le 1er décembre. Le point de départ est connu : Québec demeure en déficit, sa marge de manœuvre est limitée et les besoins continuent de s'accumuler.

Un élément important vient toutefois d'être clarifié : le gouvernement maintient son engagement de revenir à l'équilibre en 2028-2029, soit un an avant l'échéance prévue par la *Loi sur l'équilibre budgétaire*. Dans notre analyse publiée après l'élection, nous jugions déjà cette cible particulièrement ambitieuse. Elle le demeure. La question n'est donc plus de savoir si l'échéance sera repoussée, mais de quelle façon cette cible sera respectée.

Un point de départ un peu meilleur

Le portrait des finances publiques s'est légèrement amélioré depuis le Budget 2026-2027, sans pour autant dégager une véritable marge de manœuvre. Le déficit prévu pour 2026-2027 est passé de 8,6 G$ en mars à 7,7 G$ dans le rapport préélectoral, notamment grâce à des revenus plus élevés qu'anticipé. Cette résilience des entrées d'argent cadre d'ailleurs mieux avec les données administratives relatives au marché du travail qu'avec la faiblesse affichée par l'*Enquête sur la population active*, comme nous le soulignions récemment. L'amélioration est bienvenue, mais le défi à moyen terme demeure entier.

Le problème se trouve moins dans le déficit d'une seule année que dans la trajectoire nécessaire pour revenir durablement à l'équilibre. Le rapport préélectoral projetait encore un déficit de 1,5 G$ en 2028-2029, en plus d'un écart à résorber de 1,85 G$ pour lequel les mesures restaient à identifier. À titre indicatif, cette dernière somme dépassait la provision pour éventualités prévue au cadre financier, établie à 1,5 G$. Atteindre l'équilibre cette année-là exigeait donc déjà un ajustement budgétaire appréciable avant même les développements survenus depuis (graphique 1 à la page 2). Le nouveau gouvernement hérite ainsi d'une situation un peu meilleure qu'anticipé au printemps, mais certainement pas d'un chèque en blanc.

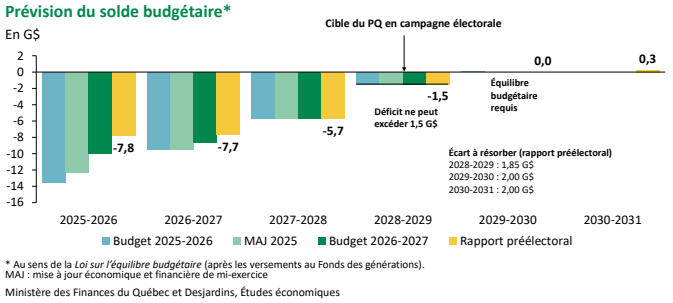
TABLE DES MATIÈRES

Réflexions de la semaine 1
À surveiller 4
Indicateurs économiques 6

Jimmy Jean, vice-président, économiste en chef et stratège • Randall Bartlett, économiste en chef adjoint
Benoit P. Durocher, directeur et économiste principal • Royce Mendes, directeur général et chef de la stratégie macroéconomique
Mirza Shaheryar Baig, stratège en devises étrangères • Marc-Antoine Dumont, économiste senior • Tiago Figueiredo, stratège macro
Francis Généreux, économiste expert • Laura Gu, économiste senior • Florence Jean-Jacobs, économiste principale • Kari Norman, économiste senior
Sonny Scarfone, économiste principal • Oskar Stone, associé en stratégie macro • LJ Valencia, économiste
Desjardins, Études économiques : 514 281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS : Pour respecter l'usage recommandé par l'Office québécois de la langue française (OQLF), nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. **MISE EN GARDE :** Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement Desjardins. Copyright © 2026, Mouvement Desjardins. Tous droits réservés.

Graphique 1
Le retour à l'équilibre s'annonçait déjà exigeant avant l'élection



* Au sens de la *Loi sur l'équilibre budgétaire* (après les versements au Fonds des générations).
MAJ : mise à jour économique et financière de mi-exercice

Ministère des Finances du Québec et Desjardins, Études économiques

Depuis l'élection, les contraintes se sont plutôt accumulées

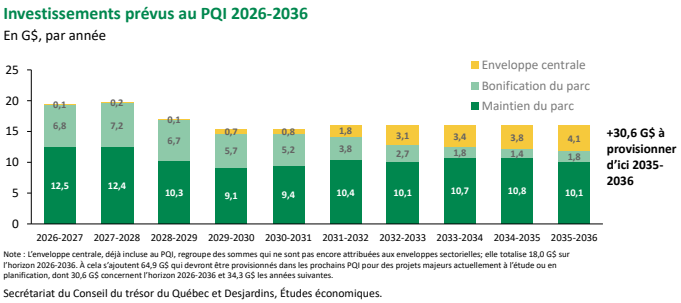
Les quelques semaines écoulées depuis l'élection n'ont pas facilité le délicat travail d'équilibriste à venir. La mégadéduction à la productivité annoncée par Ottawa pendant la campagne électorale place notamment Québec devant un choix coûteux : harmoniser son régime fiscal pourrait réduire ses revenus de près de 1 G$ par année, tandis que ne pas le faire risquerait de rendre le Québec moins attrayant pour certains investissements. L'enjeu est d'autant plus important que l'Ontario a déjà choisi d'emboîter le pas au fédéral. Le nouveau gouvernement québécois n'a pas encore annoncé sa décision.

Le budget fédéral du 5 novembre n'a pas non plus apporté de bonification notable des principaux transferts au-delà de ce qui était déjà prévu. Ottawa doit lui-même composer avec de nouveaux impératifs budgétaires, notamment en défense et en investissements stratégiques. Québec peut donc difficilement compter sur une hausse inattendue des transferts pour faciliter son propre retour à l'équilibre.

Les pressions sont également visibles à l'échelle municipale. À Montréal, les taxes résidentielles augmenteront en moyenne de 9,8 % en 2027, notamment avec l'ajout d'une taxe consacrée au maintien et au renouvellement des infrastructures. Le nouveau programme décennal d'immobilisations est lui-même recentré sur l'existant : 76,5 % des 23,4 G$ prévus seront consacrés à la protection des actifs, tandis que certains projets de développement seront réduits ou reportés. Les situations ne sont évidemment pas directement comparables, mais le constat est similaire : les besoins augmentent à tous les paliers alors que les ressources demeurent limitées.

Les infrastructures illustrent bien les arbitrages à venir. Le Plan québécois des infrastructures (PQI) 2026-2036 prévoit déjà 167 G$ d'investissements, dont 71 % des sommes ventilées sont consacrées au maintien du parc (graphique 2). Et pourtant, le profil actuel ne reflète pas tous les besoins : 64,9 G$ devront être provisionnés dans de prochains PQI pour des projets majeurs déjà à l'étude ou en planification. Le recul apparent des investissements vers la fin du plan tient donc en partie à des sommes qui n'y figurent pas encore.

Graphique 2
Le profil actuel du PQI ne reflète pas encore tous les besoins à venir



Note : L'enveloppe centrale, déjà incluse au PQI, regroupe des sommes qui ne sont pas encore attribuées aux enveloppes sectorielles; elle totalise 18,0 G$ sur l'horizon 2026-2036. À cela s'ajoutent 64,9 G$ qui devront être provisionnés dans les prochains PQI pour des projets majeurs actuellement à l'étude ou en planification, dont 30,6 G$ concernent l'horizon 2026-2036 et 34,3 G$ les années suivantes.

Secrétariat du Conseil du trésor du Québec et Desjardins, Études économiques.

Les premiers signaux du gouvernement suggèrent déjà que l'ajustement passera par des choix plus explicites. Le ministre des Finances a évoqué la possibilité de revoir le calendrier, la pertinence ou le mode de réalisation de certains projets. Comme nous l'avons montré dans notre analyse du déficit de maintien d'actifs, ces arbitrages sont d'autant plus nécessaires qu'une part croissante des ressources doit déjà servir à préserver l'existant et que reporter l'entretien peut alourdir la facture à terme.

Dans une analyse à paraître prochainement, nous montrerons que les contraintes ne seront pas uniquement financières : la disponibilité de la main-d'œuvre, la capacité du secteur de la construction et l'accès à l'énergie limiteront aussi le nombre de projets pouvant être menés simultanément. Prioriser pourrait donc devenir aussi important que financer.

La date importe moins que le chemin pour s'y rendre

Québec a maintenant choisi de maintenir sa cible de 2028-2029. La question porte donc désormais sur les moyens retenus pour y arriver. Devancer le retour à l'équilibre aurait peu de mérite si cela exigeait des compressions difficilement soutenables ou le report d'investissements nécessaires. La cible sera surtout crédible si la trajectoire qui y mène l'est également.

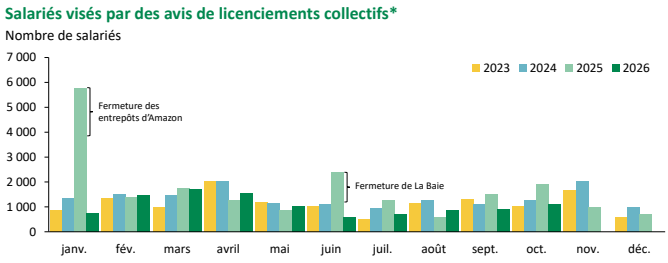
La difficulté est que le cadre financier hérité reposait déjà sur des hypothèses de dépenses exigeantes. Dégager plusieurs milliards d'économies supplémentaires sans compromettre les services ou repousser des investissements nécessaires pourrait donc s'avérer difficile.

Une trajectoire de dépenses difficiles à comprimer davantage

Le retour à l'équilibre prévu dans le cadre financier reposait déjà sur un ralentissement marqué des dépenses de portefeuilles. Après plusieurs années de fortes hausses, leur croissance devrait passer de 3,4 % cette année à 2,5 % en 2027-2028, puis à seulement 1 % au cours des deux exercices suivants, un rythme inférieur à l'inflation prévue (graphique 3). Une trajectoire aussi serrée serait inhabituelle : on retrouve peu d'épisodes comparables depuis la crise financière de 2008-2009, hormis au milieu des années 2010, alors que l'inflation se situait notamment sous la cible de la Banque du Canada.

Or, les pressions sous-jacentes n'ont pas disparu. Le vieillissement continuera d'alimenter les besoins en santé, tandis que les salaires, les coûts de fonctionnement et l'entretien des infrastructures continueront de progresser. Maintenir durablement la croissance des dépenses sous l'inflation nécessiterait donc des gains d'efficacité appréciables ou des arbitrages plus difficiles ailleurs.

Graphique 3
Les avis de licenciements collectifs ne signalent pas de détérioration en 2026



* Salariés visés par les avis de licenciements collectifs reçus au cours du mois. Les avis concernent les licenciements de 10 salariés ou plus.
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Desjardins, Études économiques

Le contexte financier est également moins favorable qu'au cours de la décennie précédente. Les besoins d'emprunt élevés de plusieurs grandes économies, conjugués à de nouvelles dépenses en défense, en infrastructures et en technologies, exercent une pression sur les taux souverains à long terme. Pour Québec, cette nouvelle réalité rend aussi plus coûteux le recours à l'endettement pour repousser les ajustements.

Il faudra ainsi éviter de confondre équilibre comptable et équilibre durable. Une trajectoire qui permet d'atteindre l'équilibre en 2028-2029 sur la base d'hypothèses de dépenses difficiles à respecter ne ferait que repousser une partie des ajustements.

Une conjoncture plus favorable pourrait toutefois faciliter sensiblement l'atteinte de la cible. Le rapport préélectoral estime qu'une résolution des différends commerciaux avec les États-Unis, combinée à une économie québécoise plus vigoureuse, améliorerait le solde budgétaire de 2,4 G$ par année en moyenne à compter de 2028-2029. L'écart à résorber disparaîtrait alors dès cette année-là. L'effet serait loin d'être négligeable, mais il serait imprudent de bâtir le retour à l'équilibre en présumant qu'un tel scénario se matérialisera.

L'heure des choix

La « sobriété et la simplicité » évoquées par Nicolas Marceau pour les infrastructures devront maintenant trouver leur équivalent dans l'ensemble du cadre financier : quelles dépenses protéger, lesquelles faire croître moins rapidement et quels investissements prioriser?

Le maintien de la cible de 2028-2029 ne devrait donc pas être jugé uniquement sur l'atteinte de l'équilibre à cette date. Il faudra surtout regarder comment Québec y arrive. Des choix explicites et une trajectoire réaliste renforceront la crédibilité de l'exercice; des compressions difficiles à soutenir ou des ajustements simplement repoussés feraient l'inverse.

À surveiller

ÉTATS UNIS

MARDI 1 décembre - 10:00
Novembre
Consensus 55,0
Desjardins 55,2
Octobre **55,5**

Indice ISM manufacturier (novembre) – En augmentant à 55,5, l'ISM manufacturier s'est rapproché de son récent sommet de 55,6 atteint en juillet dernier. Ce niveau était d'ailleurs le plus élevé depuis mai 2022. Dans le cas de la composante liée à la production actuelle, elle a atteint un sommet depuis 2021. Les commentaires des industriels qui accompagnent la publication de l'indice d'octobre faisaient état d'une demande forte provenant des secteurs technologiques et des matières premières. Il sera intéressant de voir si cet élan s'est continué en novembre. Les indices manufacturiers régionaux publiés jusqu'à maintenant pour le présent mois donnent des signaux plutôt mixtes. On s'attend donc à peu de variation de l'indice en novembre, ce qui demeurerait une assez bonne nouvelle pour le secteur manufacturier américain.

JEUDI 3 décembre - 10:00
Novembre
Consensus 54,5
Desjardins 54,6
Octobre **54,5**

Indice ISM services (novembre) – L'indice ISM services poursuit sa lente baisse entamée en septembre. À 54,5 en octobre, il demeure néanmoins élevé. Toutefois, certaines composantes offrent une image plus nuancée. Celle de l'activité courante a diminué à son plus bas niveau cette année, bien qu'elle demeure au-dessus de la barre de 50. À l'instar de l'ISM manufacturier, l'indice des services ne devrait pas avoir bougé beaucoup en novembre. C'est le message que transmettent les indices non manufacturiers régionaux publiés jusqu'à maintenant ainsi que les indices de confiance des ménages.

VENDREDI 4 décembre - 8:30
Novembre
Consensus 90 000
Desjardins 200 000
Octobre **165 000**

Création d'emplois non agricoles (novembre) – Le marché du travail américain souffle le chaud et le froid de mois en mois. Après seulement 60 000 embauches en septembre, le gain a été de 165 000 travailleurs en octobre, un résultat bien supérieur aux attentes. Il y a évidemment un risque de voir le mouvement en dents de scie se poursuivre en novembre avec un ralentissement des nouveaux emplois, mais les signes indiquent plutôt l'inverse. La faiblesse étonnante des demandes hebdomadaires d'assurance-chômage pointe à nouveau vers une bonne création d'emplois. C'est aussi ce que suggèrent les composantes de l'indice de confiance du Conference Board portant sur la facilité de se trouver un emploi, dont le résultat net est le meilleur depuis mai 2025. L'enquête hebdomadaire ADP montre aussi une modeste accélération des embauches en seconde moitié du mois d'octobre. Ensemble, ces éléments laissent entrevoir un gain d'environ 200 000 emplois en novembre. Il faut toutefois être prudent; les surprises lors de la publication des données de l'emploi ont récemment été nombreuses. Du côté de l'enquête auprès des ménages, on s'attend à ce que le taux de chômage revienne à 4,2 %. Il faudra aussi surveiller la croissance des salaires, qui avait montré une accélération en octobre.

VENDREDI 4 décembre - 10:00
Décembre
Consensus 52,5
Desjardins 55,5
Novembre **51,5**

Indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan (décembre–préliminaire) – L'indice de confiance du Michigan a enregistré en novembre sa première croissance mensuelle depuis juillet. La baisse des prix de l'essence au cours du mois n'est certes pas étrangère à cette amélioration. L'augmentation du gain entre les versions préliminaire et finale de novembre laisse aussi croire à un effet des résultats de l'élection. On remarque notamment une forte croissance de l'indice pour les sympathisants démocrates ainsi que pour les indépendants. Ces deux facteurs pourraient encore jouer positivement sur l'humeur des ménages en décembre. La baisse des prix de l'essence s'est d'ailleurs poursuivie de plus belle dans les dernières semaines. Cela dit, les difficultés de la Bourse risquent de limiter le gain de la confiance. On s'attend tout de même à une hausse de quatre points qui amènerait l'indice à son plus haut niveau depuis février.

CANADA

LUNDI 30 novembre - 8:30

Septembre	**m/m**
Consensus	-0,1 %
Desjardins	0,0 %
Août	**0,0%**

PIB réel par industrie (septembre) – Nous prévoyons que le PIB réel est demeuré inchangé en septembre, ce qui est supérieur à l'estimation provisoire de Statistique Canada. La faiblesse des secteurs de la fabrication et du commerce de gros devrait avoir freiné quelque peu la croissance. En revanche, la croissance est probablement venue principalement de l'extraction de ressources et des services publics. En ce qui concerne le mois d'octobre, notre suivi indique une possible accélération de la croissance du PIB réel.

LUNDI 30 novembre - 8:30

T3 2026	**taux ann.**
Consensus	1,5 %
Desjardins	1,7 %
T2 2026	**3,3 %**

PIB réel selon les dépenses (T3 2026) – Nous prévoyons une progression annualisée de 1,7 % du PIB réel selon les dépenses au troisième trimestre de 2026. Ce résultat est inférieur aux 2,0 % prévus dans le *Rapport sur la politique monétaire* d'octobre 2026 de la Banque du Canada. La consommation des ménages et les dépenses gouvernementales ont probablement été les principaux moteurs de la vigueur observée au cours du trimestre. Nous prévoyons également une contribution modeste de l'investissement des entreprises et de l'investissement résidentiel. Les exportations nettes ont probablement soutenu la croissance, les importations ayant diminué au cours du trimestre, ce qui reflète sans doute une demande intérieure plus faible qu'au deuxième trimestre. Ces contributions positives à la croissance devraient être partiellement contrebalancées par un léger frein exercé par les stocks.

JEUDI 3 décembre - 8:30

T3 2026	**t/t**
Consensus	nd
Desjardins	-0,4 %
T2 2026	**1,0 %**

Productivité du travail (T3) – Nous prévoyons que la productivité du travail du secteur des entreprises a reculé de 0,4 % d'un trimestre à l'autre au troisième trimestre de 2026, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. Une forte hausse du nombre total d'heures travaillées dans le secteur des entreprises (0,9 %) a probablement éclipsé la croissance du PIB réel de ce secteur (0,6 %), ce qui explique sans doute le recul de la productivité.

VENDREDI 4 décembre - 8:30

Novembre	
Consensus	20 000
Desjardins	20 000
Octobre	**-4 700**

Création d'emplois (novembre) – Après trois mois consécutifs de pertes d'emplois, nous prévoyons un rebond d'environ 20 000 emplois en novembre. Conjugué à la baisse persistante du taux d'activité, ce rebond devrait suffire à faire reculer le taux de chômage d'un dixième de point, à 6,6 %. Toutefois, la faiblesse des secteurs exposés aux échanges commerciaux demeure une préoccupation majeure, d'autant plus qu'un autre mois s'est écoulé sans progrès significatifs dans les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis.

OUTRE MER

DIMANCHE 29 novembre - 20:30

Novembre	
Consensus	nd
Octobre	**49,7**

Chine : Indice PMI composite (novembre) – L'indice PMI composite chinois a glissé de 50,7 en septembre à 49,7 en octobre. Ce repli s'explique par le congé de la fête nationale chinoise, la Semaine d'or, ainsi que par le devancement en septembre des commandes manufacturières liées aux Fêtes. Malgré la récente correction des titres technologiques en Bourse, les exportations de composantes destinées aux centres de données et à l'intelligence artificielle ont continué de soutenir l'activité industrielle. Avec la baisse des prix de l'énergie et la normalisation des volumes de commandes, l'indice PMI composite devrait revenir au-dessus de la barre des 50 points en novembre.

Indicateurs économiques

Semaine du 30 novembre au 4 décembre 2026

Jour	Heure	Indicateur	Période	Consensus	⬡	Données précédentes
ÉTATS-UNIS						
LUNDI 30	9:45	Indice PMI de Chicago	Nov.	nd	53,0	55,3
MARDI 1	---	Ventes d'automobiles (taux ann.)	Nov.	15 700 000	15 700 000	15 540 000
	10:00	Dépenses de construction (m/m)	Oct.	0,8 %	1,0 %	-1,9 %
	10:00	Indice ISM manufacturier	Nov.	55,0	55,2	55,5
MERCREDI 2	---	---				
JEUDI 3	8:30	Demandes initiales d'assurance-chômage	23-27 nov.	193 000	202 000	189 000
	10:00	Indice ISM services	Nov.	54,5	54,6	54,5
	10:00	Nouvelles commandes manufacturières (m/m)	Oct.	0,4 %	0,3 %	1,8 %
VENDREDI 4	8:30	Création d'emplois non agricoles	Nov.	90 000	200 000	165 000
	8:30	Taux de chômage	Nov.	4,1 %	4,2 %	4,1 %
	8:30	Heures hebdomadaires travaillées	Nov.	34,4	34,4	34,4
	8:30	Salaire horaire moyen (m/m)	Nov.	0,3 %	0,2 %	0,4 %
	10:00	Indice de confiance du Michigan – préliminaire	Déc.	52,5	55,5	51,5
CANADA						
LUNDI 30	8:30	PIB réel par industrie (m/m)	Sept.	-0,1 %	0,0 %	0,0 %
	8:30	PIB réel (taux ann.)	T3	1,5 %	1,7 %	3,3 %
MARDI 1	---	---				
MERCREDI 2	---	---				
JEUDI 3	8:30	Productivité du travail (t/t)	T3	nd	-0,4 %	1,0 %
VENDREDI 4	8:30	Création d'emplois	Nov.	20 000	20 000	-4 700
	8:30	Taux de chômage	Nov.	6,6 %	6,6 %	6,7 %

Note : Desjardins, Études économiques participent à toutes les semaines au sondage de la maison Bloomberg pour le Canada et les États-Unis. Environ 15 économistes sont consultés pour le sondage au Canada et près d'une centaine du côté américain. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures). ⬡ Prévisions de Desjardins, Études économiques du Mouvement Desjardins.

Indicateurs économiques

Semaine du 30 novembre au 4 décembre 2026

Pays	Heure	Indicateur	Période	Consensus m/m (t/t)	Consensus a/a	Données précédentes m/m (t/t)	Données précédentes a/a
OUTRE-MER							
DIMANCHE 29							
Japon	18:50	Ventes au détail	Oct.	1,0 %	2,7 %	-0,7 %	2,3 %
Japon	18:50	Production industrielle – préliminaire	Oct.	2,1%	2,7 %	2,0 %	1,7 %
Chine	20:30	Indice PMI composite	Nov.	nd		49,7	
Chine	20:30	Indice PMI manufacturier	Nov.	49,4		49,3	
Chine	20:30	Indice PMI non manufacturier	Nov.	49,6		49,7	
LUNDI 30							
Japon	0:00	Mises en chantier	Oct.		-6,7 %		-2,7 %
Allemagne	2:00	Ventes au détail	Oct.	1,5 %	-1,5 %	-2,0 %	2,3 %
Italie	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,2 %	5,7 %	1,0 %	5,5 %
Allemagne	8:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,3 %	2,7 %	-0,2%	2,8 %
Japon	18:30	Taux de chômage	Oct.	2,4 %		2,4 %	
MARDI I							
Royaume-Uni	2:00	Prix des maisons – Nationwide	Nov.	-0,2 %	0,2 %	0,0 %	0,5 %
Italie	3:45	Indice PMI manufacturier	Nov.	49,8		49,4	
France	3:50	Indice PMI manufacturier – final	Nov.	47,9		47,9	
Allemagne	3:55	Indice PMI manufacturier – final	Nov.	55,0		55,0	
Zone euro	4:00	Indice PMI manufacturier – final	Nov.	52,9		52,9	
Italie	4:00	PIB réel – final	T3	0,0 %	0,8 %	0,0 %	0,8 %
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI manufacturier – final	Nov.	52,7		52,7	
Zone euro	5:00	Indice des prix à la consommation – préliminaire	Nov.	-0,4 %	3,8 %	0,5 %	4,0 %
MERCREDI 2							
Zone euro	5:00	Taux de chômage	Oct.	6,5 %		6,5 %	
Japon	19:30	Indice PMI composite – final	Nov.	nd		51,5	
JEUDI 3							
Italie	3:45	Indice PMI composite	Nov.	50,8		50,8	
Italie	3:45	Indice PMI services	Nov.	51,7		52,0	
France	3:50	Indice PMI composite – final	Nov.	46,2		46,2	
France	3:50	Indice PMI services – final	Nov.	46,6		46,6	
Allemagne	3:55	Indice PMI composite – final	Nov.	55,0		55,0	
Allemagne	3:55	Indice PMI services – final	Nov.	54,0		54.0	
Zone euro	4:00	Indice PMI composite – final	Nov.	51,7		51,7	
Zone euro	4:00	Indice PMI services – final	Nov.	51,2		51,2	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI composite – final	Nov.	52,3		52,3	
Royaume-Uni	4:30	Indice PMI services – final	Nov.	52,0		52,0	
VENDREDI 4							
France	2:45	Production industrielle	Oct.	0,4 %	-1,0 %	-0,5 %	-1,3 %
Zone euro	5:00	Ventes au détail	Oct.	0,4 %	0,4 %	-0,7 %	0,4 %

Note : Contrairement au Canada et aux États-Unis, la divulgation des chiffres économiques outre-mer se fait de façon beaucoup plus approximative. La journée de publication des statistiques est donc indicative seulement. Les simplifications m/m, t/t et a/a correspondent respectivement à des variations mensuelles, trimestrielles et annuelles. À la suite du trimestre, les simplifications p, d et t correspondent respectivement à première estimation, deuxième estimation et troisième estimation. Les heures indiquées sont à l'heure normale de l'Est (GMT -5 heures).